

Mobilisation contre le nouveau bac. Une première épreuve dans la confusion au lycée Buisson

La première épreuve du nouveau Bac a débuté mardi 21 janvier, au lycée Buisson. De nombreux élèves et professeurs ne se sont pas rendus à l'épreuve. Celle-ci a quand même eu lieu.

La journée de contestation du mardi 21 janvier a commencé très tôt. Il n'était pas 7 h lorsque les premiers manifestants sont arrivés au rond-point des arches, en bas de la route de Bourgheroulde. Au même moment, leurs collègues bloquaient la rue du Neubourg, au niveau du collège Nelson-Mandela.

Ces manifestants, ce sont en majorité des professeurs du lycée Buisson, ulcérés par le nouveau baccalauréat qui commençait justement ce jour. On pouvait compter aussi des syndicats dont la CGT qui a apporté son soutien logistique aux professeurs.

Stress

À partir de 7 h, ils ont mis en place un barrage filtrant au niveau du rond-point des arches. Les participants en ont profité pour distribuer des tracts et transmettre leurs revendications à des automobilistes plus ou moins réceptifs.

« **Aujourd'hui, notre action est vraiment dirigée contre les E3C** », témoigne un professeur de Buisson, gilet de la CGT sur les épaules, au niveau du rond-point des arches. Les E3C sont les épreuves communes de contrôle continu. Elles sont organisées localement par chaque établissement.

« **Nous ne sommes pas préparés à ces épreuves** », rajoute-t-il. « **On découvre au compte-gouttes son déroulé et on a aucun moyen pour préparer nos élèves en termes de méthodologie. Sans parler du stress que procure cette situation et qu'engendre le contrôle continu.** »

Des propos qui se retrouvent dans la bouche des lycéens qui ont accroché des banderoles sur les grillages de l'entrée du lycée Buisson.

Un bac inégal d'un établissement à l'autre ?

« **Avant, le bac c'était trois semaines de stress à la fin de la terminale. Maintenant, on l'a pendant deux ans** », explique Enzo, élève de première et donc concerné par la première épreuve de ce nouveau bac. À savoir l'anglais. Comme d'autres de ses camarades, il a décidé de ne pas se présenter dans la salle d'examen. « **Je sais que je joue mon avenir. Mais nous, les 2003, on est la génération cobaye ! Si on baisse la tête maintenant, ça restera comme ça pour les générations futures. On a déjà eu le droit au nouveau brevet de 2018,** » poursuit-il.

« **Certains lycées farfelus** »

Mais, il reste un sujet qui perturbe fortement les élèves : il s'agit des inégalités que ce bac, pensent-ils, peut engendrer. « **Puisque c'est un bac local, les établissements font l'épreuve qu'ils souhaitent. Et les barèmes seront différents d'un établissement à un autre ! Forcément, les recruteurs et les universités en post-bac vont considérer qu'un bac dans un certain établissement a plus de valeur que dans un autre établissement.** » Il pense également que « **certains lycées farfelus** » pourraient transmettre les sujets en amont à leurs élèves.

Patrice Delamare, le proviseur du lycée Ferdinand-Buisson, précise de son côté que les épreuves ont lieu. « **Qu'il y ait cinq ou dix élèves dans la salle, l'examen d'anglais va avoir lieu. Au contraire, si j'annule l'épreuve, ça serait une faute administrative et les parents des élèves présents pourraient se retourner contre moi et ils auraient raison !** »

Un barrage filtrant a également eu lieu dans la rue du Neubourg, au niveau du collège Mandela. Sur place, des enseignants de Buisson, mais aussi du collège. « **On profite de leur mobilisation pour se faire entendre** », témoigne un professeur qui rappelle que le collège est censé accueillir 500 élèves et qu'il en compte en réalité 600, « **alors que nous faisons partie du réseau Rep + !** »

« Nous sommes les 0,1 % »

Les professeurs de Buisson, eux, ont rappelé à quel point ils se trouvaient dans un « **flou généralisé** ». Et pointent du doigt surtout le manque de visibilité dans le futur à court terme des élèves. « **Ils vont devoir passer un grand oral en terminal. Mais on ne sait toujours rien à ce sujet** », cite, par exemple, une manifestante.

Beaucoup de manifestants arborés une pancarte, accrochée au torse ou sur le dos avec l'inscription : nous sommes les 0,1 %. « **Blanquer [le ministre de l'Éducation, N.D.L.R.] a dit que 99,9 % des professeurs étaient favorables à cette réforme. Nous voulons montrer qu'il a des problèmes de mathématique !** », clame un professeur de Buisson sur le rond-point des arches.



La mobilisation contre les E3C a commencé dès 7 h, à Elbeuf avec des barrages filtrants.
undefined